

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2752

6 octobre 2014

SOMMAIRE

1590 Alternative Investments S.A.	132082	Sèvres III S. à r.l.	132053
318 Air Investments S.à r.l.	132050	SHCO 15 S.à r.l.	132054
Alima S.à r.l. & Cie	132069	Ship Atlantic Holding S.A.	132081
Allianz Global Investors Europe GmbH, Luxembourg Branch	132050	Sky II Asset B S.à r.l.	132050
Assets & Buildings Investments I S.A. ...	132069	SL II NXP S.à r.l.	132058
Carros Finance Luxembourg S.à r.l.	132054	SLP III Investment Holding S.à r.l.	132060
Compagnie Luxembourgeoise d'Approvi- sionnement Agricole et Viticole S.à.r.l.	132055	SM Investissements S.A.	132061
Corpus Sireo Investment Residential No. 14 S.à r.l.	132060	Soafel	132071
EQ Audit S.à r.l.	132051	SOPIBO-Energie S.à r.l.	132052
European Property Fund (Radans) S.à r.l.	132071	Sotour - La Bourse aux Voyages S.à r.l. .	132053
Fitness and Health Company, S.à r.l.	132051	Spike Investments S.A.	132056
INEOS Luxembourg I S.A.	132057	Sunhold Estates S.à r.l.	132050
International Housing Solutions S.à r.l. ...	132057	SWIP & CWI Luxembourg (No. 1) Mana- gement Company S.à r.l.	132052
IPG Luxembourg Finance S.à r.l.	132072	Taché Investments S.A.	132060
JP Residential XI S.à r.l.	132068	Taurouge I	132061
kaell architecte s.à r.l.	132050	Telenet Luxembourg Finance Center S.à r.l.	132053
LRP IV Luxembourg Holdings S.à r.l. ...	132058	Telenet Solutions Luxembourg S.A.	132061
Mangrove III Founders SC	132058	Tempus Capital One GP S.à r.l.	132052
Pacific Procurement Services (PPS), S.à r.l.	132059	Thermo Fisher Scientific (DE) Holding S.à r.l.	132053
Pagocu Cuatro Investments S.à r.l.	132059	Tishman Speyer French Venture Holdings S.à r.l.	132055
Pallavicini Group S.A.	132059	Tishman Speyer Pont Cardinet Holdings S.à r.l.	132056
Pathway Finance USD	132051	Trendiction S.A.	132061
Pâtisserie Schumacher S.A.	132059	U.A.I. (Luxembourg) III S.à r.l.	132057
Posthof Garage S.à r.l.	132055	U.A.I. (Luxembourg) Investment S.à r.l.	132056
SAF-Holland S.A.	132051	Valor-Immo S.A.	132096
Sarasin Multi Label Sicav	132054	VFM Services S.à r.l.	132093
SCAN MARITIME Spf S.A.	132054	Wingfield International Finance	132096
Sea-Invest Afrique S.A.	132051	Woodbridge International Holdings S.A.	132058
Sea-Tank International S.A.	132052	Workammo Holdings S.à r.l.	132062
Sebit S.A.	132052		
SEE Car Park Managers Sàrl	132053		

Sky II Asset B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 162.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118826/10.

(140136042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Sunhold Estates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 169.114.

Les comptes annuels de la société Sunhold Estates S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118843/10.

(140136600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

318 Air Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 129.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 318 AIR INVESTMENTS S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014120464/11.

(140137548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

kaell architecte s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1244 Luxembourg, 47A, rue Jean-François Boch.

R.C.S. Luxembourg B 124.657.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Claudine KAELL

La gérante

Référence de publication: 2014120960/11.

(140139028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Allianz Global Investors Europe GmbH, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 182.855.

Herr James D. Dilworth ist mit Wirkung zum 23. Juli 2014 aus der Geschäftsführung ausgetreten.

Sennigerberg, den 31. Juli 2014.

Für die Richtigkeit

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Florian Polifke / Silke Wagner-Kautz

Référence de publication: 2014120976/12.

(140138886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

SAF-Holland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 113.090.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118849/10.

(140136285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Sea-Invest Afrique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 133.563.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014118862/10.

(140135802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pathway Finance USD, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.259.

Il est porté à la connaissance de tous que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2014120049/11.

(140137182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Fitness and Health Company, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue Rock'n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 140.746.

Dépôt rectificatif du L130143369 du 16/08/2013

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014121356/11.

(140139395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

EQ Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 124.782.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Août 2014.

EQ Audit S.à r.l.

Référence de publication: 2014121336/12.

(140138950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Sea-Tank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 157.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014118863/10.

(140135812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Sebit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 99.078.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014118866/10.

(140136803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

SWIP & CWI Luxembourg (No. 1) Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 160.067.

Les statuts coordonnés au 6 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014120300/11.

(140139480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SOPIBO-Energie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7681 Waldbillig, 21, rue Laach.
R.C.S. Luxembourg B 171.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Le gérant technique

Référence de publication: 2014120277/11.

(140137446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Tempus Capital One GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 179.259.

Les comptes annuels pour l'année 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014118921/12.

(140137119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

SEE Car Park Managers Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 150.704.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118868/10.

(140136824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Sèvres III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue du Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 119.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118871/10.

(140135732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Telenet Luxembourg Finance Center S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 155.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Telenet Luxembourg Finance Center S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120304/11.

(140137900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Thermo Fisher Scientific (DE) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 156.362.

L'adresse professionnelle de M. Petrus Thomas Adrianus VAN DER ZANDE, gérant de la Société, est désormais au
53, NieuweMolenweg, NL - 4461 SH Halsteren en lieu et place de NieuweMolenweg, NL - 534461 SH Halsteren.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120305/11.

(140137787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Sotour - La Bourse aux Voyages S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 15, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 18.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 30 juillet 2014.

Pour SOTOUR LA BOURSE AUX VOYAGES S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD-KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2014118894/12.

(140135585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

SCAN MARITIME Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 22.914.

Les comptes annuels au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118858/9.

(140135638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

SHCO 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2016 Luxembourg, 8, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 149.529.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118872/10.

(140135697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Sarasin Multi Label Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 76.310.

Le rapport annuel au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Sarasin Multi Label SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014118853/13.

(140135777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Carros Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 182.766.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 10 juin 2014, que les associés de la Société:

- CEP IV Participations S.à r.l. (6.250 parts sociales)
- PAI Europe VI-1 FCPR (5.328 parts sociales)
- PAI Europe VI-2 FCPR (922 parts sociales)

ont transféré la totalité des 12.500 parts qu'ils détenaient dans la Société à:

- Carros UK Holdco Limited, une limited liability company, constituée et régie selon les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à l'adresse suivante: Lansdowne House, 57, Berkeley Square, W1J 6ER Londres, Royaume-Uni et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 08967909.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Carros UK Holdco Limited 12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Carros Finance Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014121095/22.

(140139517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Posthof Garage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 169.806.

—
Auszug aus dem Protokoll des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 20. Juni 2014

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hat mit Wirkung zum 01. Juli 2014 die Rücktrittserklärungen von Daniel Schulenburg als Geschäftsführer der Gesellschaft akzeptiert.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 02. August 2014.

Posthof Garage S.à r.l.

Diane Wolf

Référence de publication: 2014121771/15.

(140139727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Compagnie Luxembourgeoise d'Approvisionnement Agricole et Viticole S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.236.

—
EXTRAIT

Il résulte de plusieurs cessions de parts qu'à la date du 1^{er} juillet 2014, le capital social de la Société est détenu comme suit:

Mademoiselle Stéphanie Barbier	250 parts sociales
Monsieur Florent Miguel	250 parts sociales
Total:	500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 30/07/2014.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014122283/18.

(140140716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Tishman Speyer French Venture Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.105.925,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.595.

—
RECTIFICATIF

Ce bilan et l'annexe au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, modifieront le bilan qui a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 16 mai 2013, sous le numéro L130078094.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1^{er} août 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014123223/19.

(140140859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

U.A.I. (Luxembourg) Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 105.494.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 juillet 2014

1. Monsieur Pietro LONGO a démissionné de son mandat de gérant.

2. Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né le 21 mai 1986 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Pierre CLAUDEL se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 30.7.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour U.A.I. (Luxembourg) Investment S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014118971/17.

(140135944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Spike Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 134.223.

—
Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire de la société tenue extraordinairement en date du 31 juillet 2014 que les mandats des administrateurs sortants:

- Mme Geneviève BLAUEN-ARENDET, administrateur de sociétés,

- M. Marc SCHMIT, chef-comptable;

tous les deux avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, et

- M. Nicolaas MARAIS, résidant au Cherry Blossom, Rue Des Marais, Guernsey GY6 8AX.

ont été reconduits jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Par ces mêmes résolutions, M. Nicolaas MARAIS a également été reconduit dans sa fonction de Président du Conseil d'Administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014121943/18.

(140139378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Tishman Speyer Pont Cardinet Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 163.595.

—
RECTIFICATIF

Ce bilan et l'annexe au 31 décembre 2011, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, modifieront le bilan qui a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 14 mai 2012, sous le numéro L120078479.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1^{er} août 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1730 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014123224/19.

(140140053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

U.A.I. (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 105.944.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 juillet 2014

1. Monsieur Pietro LONGO a démissionné de son mandat de gérant.

2. Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né le 21 mai 1986 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Pierre CLAUDEL se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 30.7.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour U.A.I. (Luxembourg) III S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014118973/17.

(140135924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

International Housing Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 110.474.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales de la Société que l'associé, M. Ronan King, avec adresse à Urney Grove, Killiney Road, Killiney, Co Dublin, Ireland, a transféré, en date du 26 septembre 2013, 10 parts sociales de la Société (représentant l'intégralité des parts sociales de la Société détenues par M. Ronan King) à la société MMA New Initiatives LLC, une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois de l'Etat du Maryland, ayant son siège social au 621 East Pratt Street, Suite 600, Baltimore, 21202 Maryland, enregistrée auprès du Maryland Department of Assessments and Taxation sous le numéro W11259447.

En vertu de ce transfert,

- Ronan King, ne détient plus de parts sociales de la Société;
- MMA New Initiatives LLC détient 10 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121501/18.

(140139937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

INEOS Luxembourg I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 158.195.

Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2014:

Les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprise agréé sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2015, à savoir:

Administrateurs

Peter Huyck - 35, Eikerlandstraat, B-2870 Ruisbroek

Natalina Arena - 310, Ransbeekstraat, B-1120 Bruxelles

Florence Bardot - 3, Avenue des Uttins, CH-1180 Rolle

Réviseur d'entreprise agréé

PriceWaterhouseCoopers S.à r.l., 400 Route d'Esch, 1471 Luxembourg

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014121497/19.

(140139772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

SL II NXP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 154.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118877/10.

(140137070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Woodbridge International Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 66.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014120441/11.

(140137378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

LRP IV Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 517.675,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 124.753.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Sophie Zintzen

Mandataire

Référence de publication: 2014121623/12.

(140139209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Mangrove III Founders SC, Société Civile.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 31, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg E 3.930.

Extrait d'ouverture de liquidation

Par les résolutions du 18 avril 2014, les associés de la Société ont décidé:

- de procéder à l'ouverture de la liquidation volontaire de la Société avec effet immédiat
- de nommer Monsieur Hans-Jürgen Schmitz, né le 18 juillet 1964 à Rheinbach, Allemagne ayant son adresse professionnelle au 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la fonction de liquidateur de la Société, avec plein pouvoirs

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 31 juillet 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L -1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014121634/21.

(140139560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Pagocu Cuatro Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 98.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Pagocu Cuatro Investments S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014121755/11.

(140139532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Pallavicini Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 101.148.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PALLAVICINI GROUP S.A.
Robert REGGIORI / Régis DONATI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014121793/12.

(140139537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Pacific Procurement Services (PPS), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 100.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 178.885.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 19 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2194 du 7 septembre 2013.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pacific Procurement Services (PPS), S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2014121754/15.

(140139328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Pâtisserie Schumacher S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 1, rue Kundel.
R.C.S. Luxembourg B 68.810.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de façon extraordinaire en date du 11 décembre 2013

Première résolution

L'assemblée décide de remplacer le mandat de réviseur d'entreprises agréé par un mandat de commissaire aux comptes pour l'exercice 2012, ce mandat étant exercé par PME Xpertise.

PME Xpertise, (inscrit sous le numéro RCSL B 100.087) ayant son siège social au 2b Ennert dem Bierg L-5244 Sandweiler est nommé commissaire aux comptes à partir de l'exercice 2012. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée statuant sur les comptes annuels de 2014.

Pour Extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014121750/16.

(140139685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

SLP III Investment Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 162.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118878/10.

(140137069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Taché Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 52, rue du Maréchal Foch.

R.C.S. Luxembourg B 87.621.

Le représentant permanent de l'administrateur suivant a changé comme suit:

Manacor (Luxembourg) S.A., société anonyme, avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée sous le numéro B 9098 avec le Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, ayant pour représentant permanent Monsieur Fabrice S. Rota, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin, France, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2014118939/15.

(140136383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Corpus Sireo Investment Residential No. 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 130.419.

AUSZUG

Am 31. Juli 2014 hat CORPUS SIREO Asset Management Commercial GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit dem Gesellschaftssitz in 64, Jahnstraße, D-63150 Heusenstamm, Deutschland und eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Offenbach am Main unter der Nummer HRB 47851, Teilhaber von 1.150.000 Gesellschaftsanteilen zu je einem Euro Cent (EUR 0.01) der Gesellschaft, diese Anteile an RREEF Spezial Invest GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit dem Gesellschaftssitz in 178-190, Mainzer Landstraße, D-60327 Frankfurt am Main und eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 44003 ("RREEF") veräußert.

Ebenso hat am 31. Juli 2014 CORPUS SIREO Investment Residential Holding GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht mit dem Gesellschaftssitz in 186, Aachener Straße, D-50931 Köln, Deutschland und eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Köln unter der Nummer HRA 26442 ("CSIR GmbH & Co. KG"), Teilhaber von 100.000 Gesellschaftsanteilen zu je einem Euro Cent (EUR 0.01) der Gesellschaft, 36.250 dieser Gesellschaftsanteile zu je einem Euro Cent (EUR 0.01) an RREEF veräußert.

Am 31. Juli 2014 hat CSIR GmbH & Co. KG weitere 63.750 Gesellschaftsanteile zu je einem Euro Cent (EUR 0.01) an der Gesellschaft an die Brask-Thomsen-Stiftung, mit dem Sitz in Aeulestrasse 5, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein eingetragen in Liechtenstein unter der Identifikationsnummer FL-0001.038.680-0 ("Brask-Thomsen-Stiftung") veräußert.

Ab dem 31. Juli 2014 sieht damit die Anteilsinhaberschaft an der Gesellschaft wie folgt aus:

- RREEF: 1.186.250 Gesellschaftsanteile; und
- Brask-Thomsen-Stiftung: 63.750 der Gesellschaftsanteile.

Luxembourg, der 31. Juli 2014.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2014121228/29.

(140138734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

SM Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 103.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118879/10.

(140135661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Telenet Solutions Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 73.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TELENET SOLUTIONS LUXEMBOURG S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014118949/11.

(140136949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Taurouge I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 17.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 155.006.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 28 juillet 2014 que:

- La démission avec effet immédiat de Monsieur Benoît BAUDUIN, gérant de la Société, a été acceptée;
- Monsieur Livio GAMBARDELLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant unique de la Société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118916/16.

(140136633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Trendiction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 145.359.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle en date du 31 janvier 2013

Démission de la fiduciaire Marc Muller S.à r.l., au poste de Commissaire aux Comptes.

Nomination de la fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, à partir de l'exercice clôturé au 31 décembre 2011, au poste de Commissaire aux Comptes de la société. Son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

TRENDICTION S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014118931/17.

(140136873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Workammo Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 12.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 189.249.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen.

On the first day of August.

Before us Me Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr Richard COWLEY, managing director, residing at Apartment 1501, Siri Apartments, 59/2 Wireless Road, Lumpini, Bangkok, Thailand 10330,

duly represented by Mr Luc HANSEN, “licencié en administration des affaires”, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 29 July 2014.

Said proxy, signed “ne varietur” by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented as stated above, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

Art. 1. A limited liability company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the company is Workammo Holdings S.à r.l. (the “Company”).

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the Company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever. The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The corporate capital of the Company is fixed at USD 1,200,000 (one million two hundred thousand US Dollar) represented by 1,200,000 (one million two hundred thousand) corporate units having a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, divided as follows into 10 (ten) classes of corporate units:

1. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class A, the “Class A” corporate units;
2. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class B, the “Class B” corporate units;
3. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class C, the “Class C” corporate units;
4. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class D, the “Class D” corporate units;
5. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class E, the “Class E” corporate units;
6. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class F, the “Class F” corporate units;
7. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class G, the “Class G” corporate units;
8. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class H, the “Class H” corporate units;
9. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class I, the “Class I” corporate units;
10. 120,000 (one hundred twenty thousand) corporate units of Class J, the “Class J” corporate units.

The repurchase of a class of corporate units occurs in reverse alphabetical order, starting with the Class J.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

Art. 7. Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the Company’s assets and profits.

Art. 8. Corporate units are freely transferable among members. The corporate unit transfer to non-members may only be done in accordance with the law on Commercial Companies.

Art. 9. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

Art. 10. For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Art. 11. The Company will be managed by one or several managers who need not to be members and who are appointed by the general meeting of members.

Towards third parties the managers have the most extensive powers to act each under his sole signature on behalf of the Company in all circumstances.

Art. 12. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 13. Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

Art. 14. Collective decisions are only valid if they are adopted in accordance with the dispositions of the law on Commercial Companies.

Art. 15. The business year begins on 1st April and ends on 31st March of the next year.

Art. 16. Every year on 31st March, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 17. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 18. At least 5% of the net profit for the financial year has to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

After the allocations to the legal reserve, the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- The holders of Class A corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point one per cent (0.1%) of the nominal value of the Class A corporate units, then,
- the holders of Class B corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point two per cent (0.2%) of the nominal value of the Class B corporate units, then,
- the holders of Class C corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point three per cent (0.3%) of the nominal value of the Class C corporate units, then,
- the holders of Class D corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point four per cent (0.4%) of the nominal value of the Class D corporate units, then,
- the holders of Class E corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point five per cent (0.5%) of the nominal value of the Class E corporate units, then,
- the holders of Class F corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point six per cent (0.6%) of the nominal value of the Class F corporate units, then,
- the holders of Class G corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point seven per cent (0.7%) of the nominal value of the Class G corporate units, then,
- the holders of Class H corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point eight per cent (0.8%) of the nominal value of the Class H corporate units, then,
- the holders of Class I corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point nine per cent (0.9%) of the nominal value of the Class I corporate units, then,
- the holders of Class J corporate units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount being the higher of (i) one per cent (1%) of the nominal value of the Class J corporate units or (ii) all the remainder of the net profits and of the available reserves derived from retained earnings (once all distributions on the other classes of corporate units have been made) to be distributed among the holders of Class J corporate units, based on their respective shareholding in the Class J corporate units.

Should no Class J corporate units be in issue or should all the Class J corporate units have been cancelled following their repurchase or otherwise at the time of the relevant distribution, the holders of corporate units forming the then last outstanding class of corporate units, in reverse alphabetical order, shall be entitled to receive the higher of (i) its respective percentage, as indicated in this article, or (ii) all the remainder of the net profits and of the available reserves derived from retained earnings (once all distributions on the other classes of corporate units have been made), to be

distributed among its holders and based on their respective shareholding in the class of corporate units concerned. For the avoidance of doubt, such provision is applicable to all the classes of corporate units which are still in issue at the time of the relevant distribution.

Art. 19. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

Art. 20. If, and as long as one member holds all the corporate units, the Company shall exist as a single member Company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 21. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the Company and ends on 31st March 2015.

Subscription and payment

The 1,200,000 (one million two hundred thousand) corporate units have been entirely subscribed by Mr Richard COWLEY, prenamed.

All the corporate units have been entirely paid up by a contribution in kind described hereafter as well as all related intellectual rights.

Description of the contribution in kind

The contribution is made of a software which Richard COWLEY (with the assistance of third party contractors) has been developing since 1 August 2012, and will continue to develop, the purpose of which is to facilitate the delivery by Richard COWLEY of career-building, recruitment and related products and services, according to point 1.1.17 of a software development agreement entered between Richard COWLEY and Capability Solutions Placement (Thailand) Co., Limited (a third party software developer) on 27 June 2014.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the ownership and of the value of such intellectual property has been given to the undersigned notary

Effective implementation of the contribution

The above named contributor, Mr Richard COWLEY, represented as stated above, declared in writing on 29 July 2014, that:

- Richard COWLEY, above named, is the full owner of such software and possesses the power to dispose of it;
- there exists no pending litigation regarding the holding of this software;
- this software is not the subject of a transfer of intellectual property toward third parties and there exists no rights by virtue of which any person may be entitled to demand that it be transferred to him;
- this contribution in kind is evaluated at a total amount of at least USD 1,600,000 (one million six hundred thousand US Dollar) and is contributed to the Company as consideration for capital in order to fully pay up 100% of the corporate capital of the Company;
- Richard COWLEY, above named, releases the notary from any investigations relating to the value of said contribution in kind and from any existing liabilities, the conditions of which are well known by it, and to be personally responsible for any consequences relating to this contribution and for any depreciation of this contribution;
- all further formalities shall be carried out in order to duly execute the transfer of property and to render it effective anywhere and toward any third party.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses

The amount of the expenses for which the Company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at EUR 2,500.-.

Resolutions of the sole member

The sole member, prenamed, represented as mentioned above, representing the whole of the corporate capital, passed the following resolutions:

First resolution

Is appointed manager of the Company, with the powers indicated in article 11 of the articles of incorporation and for an undetermined period:

Mr Richard COWLEY, managing director, born on 26 March 1964 in London, United Kingdom, residing at Apartment 1501, Siri Apartments, 59/2 Wireless Road, Lumpini, Bangkok, Thailand 10330.

The manager may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

Second resolution

The Company's registered office is located at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze.

Le premier août.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Richard COWLEY, «managing director», né le 26 mars 1964 à Londres, Royaume-Uni, demeurant à l'Appartement 1501, Siri Apartments, 59/2 Wireless Road, Lumpini, Bangkok, Thaïlande 10330,

ici représenté par Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 29 juillet 2014.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de Workammo Holdings S.à r.l. (la «Société»).

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à USD 1.200.000 (un million deux cent mille dollars des Etats-Unis) représenté par 1.200.000 (un million deux cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un dollar des Etats-Unis) chacune, divisé comme suit en 10 (dix) classes de parts sociales:

1. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe A, les parts sociales de «Classe A»;

2. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe B, les parts sociales de «Classe B»;
3. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe C, les parts sociales de «Classe C»;
4. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe D, les parts sociales de «Classe D»;
5. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe E, les parts sociales de «Classe E»;
6. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe F, les parts sociales de «Classe F»;
7. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe G, les parts sociales de «Classe G»;
8. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe H, les parts sociales de «Classe H»;
9. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe I, les parts sociales de «Classe I»;
10. 120.000 (cent vingt mille) parts sociales de classe J, les parts sociales de «Classe J».

Le rachat d'une classe de parts sociales se fait dans l'ordre alphabétique inversé, en commençant par la Classe J.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 11. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir chacun sous sa signature individuelle au nom de la Société dans toutes les circonstances.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de l'année suivante.

Art. 16. Chaque année, le 31 mars, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Après l'affectation à la réserve légale, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, décide de la répartition du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserves ou de provisions, de le reporter à nouveau ou de le distribuer, ensemble avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés comme dividendes.

Chaque année où la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, le montant attribuable à cet effet sera distribué suivant l'ordre de priorité suivant:

- les détenteurs de parts sociales de Classe A ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,1% (zéro virgule un pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe A, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe B ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,2% (zéro virgule deux pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe B, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe C ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,3% (zéro virgule trois pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe C, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe D ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,4% (zéro virgule quatre pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe D, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe E ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,5% (zéro virgule cinq pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe E, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe F ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,6% (zéro virgule six pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe F, ensuite,

- les détenteurs de parts sociales de Classe G ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,7% (zéro virgule sept pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe G, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe H ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,8% (zéro virgule huit pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe H, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe I ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice d'un montant de 0,9% (zéro virgule neuf pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe I, ensuite,
- les détenteurs de parts sociales de Classe J ont droit à se voir attribuer un dividende relatif à tel exercice du montant le plus élevé entre (i) 1% (un pour cent) de la valeur nominale des parts sociales de Classe J et (ii) tout le solde des bénéfices nets et des réserves disponibles tirées de bénéfices non distribués (une fois que toutes les distributions sur les autres classes de parts sociales ont été effectuées) à distribuer entre détenteurs de parts sociales de Classe J au prorata de leur participation en parts sociales de Classe J.

Dans le cas où aucune part sociale de Classe J n'est émise ou toutes les parts sociales de Classe J ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution y relative, les détenteurs de parts sociales formant alors la dernière classe de parts sociales émise, dans l'ordre alphabétique inversé, ont droit à se voir attribuer le montant le plus élevé entre (i) son pourcentage respectif, tel qu'indiqué dans cet article, et (ii) tout le solde des bénéfices nets et des réserves disponibles tirées des bénéfices non distribués (une fois que toutes les distributions sur les autres classes de parts sociales ont été effectuées) à être distribué entre les détenteurs de parts sociales au prorata de leur participation en parts sociales de la classe concernée. Afin d'éviter tout doute, cette disposition s'applique à toutes les classes de parts sociales étant émises au moment de la distribution y relative.

Art. 19. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 mars 2015.

Souscription et paiement

Les 1.200.000 (un million deux cent mille) parts sociales ont toutes été souscrites par Monsieur Richard COWLEY, prénomné.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées moyennant un apport en nature ci-après décrit, ainsi que tous les droits de propriété intellectuelle y relatifs.

Description de l'apport en nature

L'apport est constitué d'un logiciel que Richard COWLEY (avec l'assistance d'entrepreneurs parties tierces) développe depuis le 1^{er} août 2012 et continue à développer pour Richard COWLEY, dont le but est de faciliter la fourniture par Richard COWLEY de produits et services liés au développement de carrière, recrutement et assimilés, conformément au point 1.1.17 de la convention de développement de logiciel conclue entre Richard COWLEY et Capability Solutions Placement (Thailand) Co., Limited (un tiers développeur de logiciels) en date du 27 juin 2014.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de la propriété intellectuelle ci-avant désignée a été donnée au notaire instruant.

Réalisation effective de l'apport

L'apporteur prénomné, Monsieur Richard COWLEY, représenté comme dit ci-avant, a déclaré moyennant un écrit en date du 29 juillet 2014, que:

- Richard COWLEY, prénomné, est le seul détenteur et le plein propriétaire de ce logiciel et possède les pouvoirs d'en disposer;
- il n'existe aucun litige pendant en relation avec la détention de ce logiciel;
- ce logiciel ne fait pas l'objet d'un transfert de propriété intellectuelle envers un tiers et il n'existe aucun droit en vertu duquel une personne pourrait être autorisée à demander à ce qu'il lui soit transféré;
- cet apport en nature est évalué à un montant total d'au moins USD 1.600.000 (un million six cent mille dollars des Etats-Unis) et est apporté à la Société à titre de libération du capital social à hauteur de 100%;

- que Richard COWLEY, prénommé, décharge le notaire de toutes investigations relatives à la valeur du prêt apport en nature et des passifs existants, dont elle déclare bien connaître les conditions, et vouloir faire son affaire personnelle de toutes les conséquences relatives à cet apport et d'une éventuelle moins-value de cet apport;

- toutes autres formalités seront réalisées aux fins d'effectuer le transfert de propriété et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de sa constitution à environ EUR 2.500,-.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant de la Société, avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts et pour une durée indéterminée:

Monsieur Richard COWLEY, «managing director», né le 26 mars 1964 à Londres, Royaume-Uni, demeurant à l'Appartement 1501, Siri Apartments, 59/2 Wireless Road, Lumpini, Bangkok, Thaïlande 10330.

Le gérant pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. HANSEN, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 06 août 2014. Relation: RED/2014/1757. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 07 août 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014126069/352.

(140142991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

JP Residential XI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 156.946.

Auszug aus dem Protokoll des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 20. Juni 2014

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hat mit Wirkung zum 01. Juli 2014 die Rücktrittserklärungen von Daniel Schulenburg als Geschäftsführer der Gesellschaft akzeptiert.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 02. August 2014.

JP Residential XI S.à r.l.

Diane Wolf

Référence de publication: 2014121552/14.

(140139721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Assets & Buildings Investments I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 135.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 août 2014.

Pour: *ASSETS & BUILDINGS INVESTMENTS I S.A.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014122152/14.

(140140635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Alima S.à r.l. & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 22.538.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois juillet.

Par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU

- 1.- Madame Jacqueline PILGER, veuve de Monsieur Arnould KAEMPPF, demeurant à L-6146 Junglinster, 1, rue Nicolas Thewes, associé commanditaire
- 2.- Monsieur Bob KAEMPPF, demeurant à L-6146 Junglinster, 1, rue Nicolas Thewes, associé commanditaire
- 3.- Monsieur Tom KAEMPPF, demeurant à L-6146 Junglinster, 1, rue Nicolas Thewes, associé commanditaire
- 4.- Madame Romaine HANSEN, demeurant à L-1225 Luxembourg, 8, rue Béatrix de Bourbon, associé commanditaire
- 5.- ALIMA S.à r.l., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 22.537, associé commandité, dûment représentée par ses deux gérants, à savoir Madame Romaine HANSEN et Monsieur Tom KAEMPPF, les deux prénommés.

Les associés sub 1+2) sont ici représentés par Monsieur Tom KAEMPPF, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé leur délivrée en date du 22 juillet 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls associés de la société en commandite simple ALIMA S.à r.l. & Cie, S.e.c.s., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 22.538,

constituée suivant acte reçu par le notaire Frank BADEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 20 décembre 1984, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 39 du 9 février 1985, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le même notaire Frank BADEN en date du 12 décembre 1996, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 134 du 19 mars 1997;

- suivant acte reçu par le même notaire Frank BADEN en date du 12 décembre 1997, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 261 du 21 avril 1998.

Le capital social a été converti en Euros en vertu d'une résolution prise par les associés en date du 23 novembre 2001, publiée par extrait au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 714 du 10 mai 2002.

Le capital social s'élève à cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000.-), représenté par quarante (40) parts de commandité et trois cent soixante (360) parts de commanditaire, lesquelles parts sont détenues comme suit:

1.- ALIMA S.à r.l., préqualifiée, quarante parts de commandité	40
2.- Madame Jacqueline PILGER, prénommée, quatre-vingt-dix parts de commanditaire	90
3.- Monsieur Bob KAEMPPF, prénommé, quarante-cinq parts de commanditaire	45
4.- Monsieur Tom KAEMPPF, prénommé, quarante-cinq parts de commanditaire	45
5.- Madame Romaine HANSEN, prénommée, cent quatre-vingt parts de commanditaire	180

Exposé préalable

Les comparants, représentés comme dit ci-avant, présentent le projet de fusion daté du 23 mai 2014, proposant l'absorption par la société en commandite simple ALIMA S.à r.l. & Cie, S.e.c.s. de la société en commandite simple ALIMA GARE S.à r.l. et Cie.

Ledit projet de fusion a été publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1481 du 10 juin 2014.

Considérant la prise d'effet au point de vue comptable et fiscal de la fusion au 1^{er} janvier 2014, et les droits réservés aux associés par la loi, la 3-^{ps} tenue de la présente assemblée a été organisée aux fins de consacrer l'approbation de ladite fusion par les associés de la société absorbante.

Il est signalé qu'aux termes d'un acte du ministère du notaire soussigné, dont la minute précède, la société en commandite simple ALIMA GARE S.à r.l. et Cie a approuvé sans réserve le projet de fusion et décidé de réaliser la fusion par l'absorption de la société en commandite simple ALIMA GARE S.à r.l. et Cie par la société en commandite simple ALIMA S.à r.l. & Cie, S.e.c.s..

Délibération

Ensuite les associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'approuver le projet de fusion du 23 mai 2014, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1481 du 10 juin 2014, et de réaliser la fusion par l'absorption de la société en commandite simple ALIMA GARE S.à r.l. et Cie par la société en commandite simple ALIMA S.à r.l. & Cie, S.e.c.s. aux conditions prévues par le projet, par transmission de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la société absorbée aux associés de la société en commandite simple ALIMA S.à r.l. & Cie, S.e.c.s., au prorata de leur participation dans le capital social, et moyennant dissolution sans liquidation de la société absorbée, la société en commandite simple ALIMA GARE S.à r.l. et Cie., comme conséquence légale de la fusion.

Deuxième résolution

Les associés constatent la réalisation de la fusion à la date de ce jour, avec effet comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2014, sans préjudice toutefois des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

Troisième résolution

Les associés décident d'approuver les effets de la Fusion tels que définis à l'article 274 (1) de la Loi relatif au transfert des droits et obligations de la Société Absorbée, vis-à-vis des tiers de la Société Absorbante et en particulier toutes les obligations de paiement relatives aux obligations, créances, effets de change, émis par la Société Absorbée.

Quatrième résolution

Les associés reconnaissent que toutes les formalités prescrites par l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies.

Cinquième résolution

Les associés constatent qu'il résulte du rapport d'échange arrêté dans le projet de fusion, précité, que la société ALIMA S.à r.l., associée commanditée de la Société Absorbée et la Société Absorbante, devra recevoir, en échange de ses six (6) parts de commandité dans la société absorbée ALIMA GARE S.à r.l. et Cie S.e.c.s., une (1) part nouvelle de commandité dans la société absorbante ALIMA S.à r.l. & Cie S.e.c.s., sous réserve d'une soulte en sa faveur de vingt-neuf Cents (€ 0,29).

Les associés décident par conséquent de procéder, dans le cadre de la fusion, à une augmentation de capital d'un montant de soixante-et-onze Euros soixante-et-onze Cents (EUR 71,71.-) pour le porter de son montant actuel de cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000.-), représenté par quarante (40) parts de commandité et trois cent soixante (360) parts de commanditaire, au montant de cent vingt-cinq mille soixante-et-onze Euros soixante-et-onze Cents (EUR 125.071,71), sans émission de nouvelles parts de commanditaire par la Société Absorbante, mais uniquement par l'émission d'une (1) nouvelle part de commandité, en compensation des parts de l'associé commandité dans la société absorbée, et ceci conformément au projet de fusion précité.

La nouvelle part de commandité émise aura les mêmes droits et avantages que les six (6) parts de commandité existantes de la société absorbée ALIMA GARE S.à r.l. et Cie S.e.c.s..

Elle donnera droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à partir du 1^{er} janvier 2014.

Sixième résolution

Suite à la résolution qui précède, les associés décident de modifier l'article 8 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 8. Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille soixante-et-onze Euros soixante-et-onze Cents (EUR 125.071,71), représenté par quatre cent et une (401) parts sans désignation de valeur nominale.

Les quatre cent et une (401) parts sont réparties entre les associés comme suit:

Associé commandité

1.- ALIMA S.à r.l., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen,
inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 22.537,
quarante-et-une parts de commandité 41

Associés commanditaires:

2.- Madame Jacqueline PILGER, veuve de Monsieur Arnould KAEMPPF,
demeurant à L-6146 Junglinster, 1, rue Nicolas Thewes,
quatre-vingt-dix parts de commanditaire 90

3.- Monsieur Bob KAEMPPF, demeurant à L-6146 Junglinster, 1, rue Nicolas Thewes,
quarante-cinq parts de commanditaire 45

4.- Monsieur Tom KAEMPPF, demeurant à L-6146 Junglinster, 1, rue Nicolas Thewes,
quarante-cinq parts de commanditaire 45

5.- Madame Romaine HANSEN, demeurant à L-1225 Luxembourg, 8, rue Béatrix de Bourbon,
cent quatre-vingt parts de commanditaire 180

Total: quatre cent et une parts sociales 401

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. HANSEN, T. KAEMPPF, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 24 juillet 2014. Relation: ECH/2014/4. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014123934/120.

(140138425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Soafel, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 146.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118880/10.

(140135724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

European Property Fund (Radans) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.538.

En date du 25 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris la décision suivante:

- Transfert du siège social de la Société du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet à compter du 6 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Pour la Société

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014122679/17.

(140140209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

IPG Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 189.244.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteenth, on the thirtieth of July.

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Intertape Polymer Group Inc., with address at 9999 Cavendish Blvd., Suite 200, Montreal, Quebec, H4M 2X5, Canada and with registration number 12315 7695 RC0001, here represented by Ms. Peggy Simon, private employee, having her professional address at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on July 29, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration.

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

The Company is initially composed of one sole shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may establish branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "IPG Luxembourg Finance S.à r.l.".

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 6. Subscribed Capital. The share capital is set at fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Chapter III. Manager(s)

Art. 10. Manager(s), Board of Managers. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The members of the board might be split in two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

Art. 11. Powers of the Manager(s). In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provide that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split in two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. Day-to-day Management. The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or email, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split in two categories, at least one Category A Manager and one Category B shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority of the votes casted including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

Art. 14. Liability - Indemnification. The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s)

Art. 16. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 18. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits.

Art. 19. Financial Year. The Company's accounting year starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 20. Adoption of Financial Statements. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Appropriation of Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed until the legal reserve is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws that the profit, after allocation to the legal reserve and deduction of interim dividends if any, be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Interim Dividends. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation.

Art. 23. Dissolution, Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law.

Art. 24. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31st, 2014.

Subscription - Payment

All the fifty thousand (50,000) shares have been subscribed by Intertape Polymer Group Inc., prenamed.

All the shares have been fully paid by a payment in cash in the amount of fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-), so that the Company has at its disposal this amount, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand four hundred Euro (EUR 1.400.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder resolves to:

1. Determine the number of managers at five (5).
2. Appoint the following persons as Company's managers:

- Category A Managers

* Mr. Gregory Yull, born in Montreal, Canada on September 2, 1966, with professional address at 100 Paramount Drive, Suite 300, Sarasota, FL 34232, United States of America; and

* Mr. Jeffrey Crystal, born in Montreal, Canada on August 20, 1974, with professional address at 100 Paramount Drive, Suite 300, Sarasota, FL 34232, United States of America.

- Category B Managers:

* Mr. Marcel Stephany, born in Luxembourg, on September 4, 1951, residing at 23, Cite Aline Mayrisch, L-7268 Be-reldange, Grand Duchy of Luxembourg;

* Mr. Luc Sunnen, born in Luxembourg on December 22, 1962 having his professional address at 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand Duchy of Luxembourg; and

* Mr. Christophe Fender, born in Strasbourg, France on July 10, 1965, residing at 23 rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand Duchy of Luxembourg.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

3. Determine the address of the Company at 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the entity appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente juillet.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Intertape Polymer Group Inc., avec adresse au 9999 Cavendish Blvd., Suite 200, Montreal, Quebec, H4M 2X5, Canada et le numéro 12315 7695 RC0001,

Ici représentée par Madame Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 29 juillet 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société pourra établir des succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de «PECS» et des «warrants», et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «IPG Luxembourg Finance S.à r.l.».

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg - Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Parts Sociales.

Art. 6. Capital Souscrit. Le capital social est fixé à cinquante mille US Dollars (USD 50,000.-) représenté par cinquante mille (50,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1.-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s)

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion Journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B devra être présent ou représenté. Toutes les décisions prises par le conseil de gérance sont prises à la majorité simple des votes exprimés avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par «conference call» ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, Indemnisation. Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'Intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s)

Art. 16. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque action donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition

Art. 19. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Affectation des Résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est à la disposition des associés.

Les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider, qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales ou le reporter à nouveau ou le transférer à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes Intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance;
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice;
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes;
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.

Art. 23. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi Applicable.

Art. 24. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Toutes les cinquante mille (50,000) parts sociales ont été souscrites par Intertape Polymer Group Inc..

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces d'un montant de cinquante mille US Dollars (USD 50,000.), de sorte que cette somme est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Le montant excédentaire de cinquante mille US Dollars (USD 50,000.) a été alloué au compte de prime d'émission de la Société.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Décisions de l'associée unique

L'associée unique décide de:

1. Déterminer le nombre de gérants à cinq (5).
2. Nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

- *Gérants de catégorie A*

* M. Gregory Yull né le 2 septembre 1966 à Montréal, Canada, ayant son adresse professionnelle au 100 Paramount Drive, Suite 300, Sarasota, FL 34232, Etats-Unis d'Amérique

* M. Jeffrey Crystal, né le 20 août 1974 à Montréal, Canada, ayant son adresse professionnelle au 100 Paramount Drive, Suite 300, Sarasota, FL 34232, Etats-Unis d'Amérique.

- *Gérants de catégorie B*

* M. Marcel Stephany, né le 4 septembre 1951 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son domicile au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg;

* M. Christophe Fender, né le 10 juillet 1965 à Strasbourg, France, avec adresse professionnelle au 23 rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand-Duché de Luxembourg; et

* M. Luc Sunnen, né le 22 décembre 1962 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat des gérants est illimitée.

3. Déterminer l'adresse du siège social à 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 31 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1436. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 05 août 2014.

Référence de publication: 2014125644/512.

(140142887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Ship Atlantic Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.917.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 1^{er} juillet 2014.

Résolutions:

L'assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Menico Mattiello domicilié professionnellement au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg pour une durée de 3 ans.

L'assemblée accepte la démission de Madame Ruijiao Liu de son poste d'administrateur de catégorie «A» et nomme Monsieur Antonio Quaratino, né le 17 février 1982 à Caserta (Italie) et demeurant professionnellement au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg comme nouvel administrateur de catégorie «A». Il terminera le mandat de son prédécesseur,

L'assemblée décide de ne pas renouveler le mandat de Fiduciaire Mevea Luxembourg S.à.r.l. comme Commissaire aux Comptes et de nommer comme nouveau Commissaire aux Comptes la société International Corporate Services (Luxembourg) S.à.r.l. domiciliée au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg et enregistrée sous le numéro B107.093 du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourgeois.

Ce mandat arrivera lors de l'Assemblée approuvant les comptes de l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2014123177/22.

(140140244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

1590 Alternative Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 189.228.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of July.

Before Us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Citadel Mainstay Investments S.à r.l., a private limited liability (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a subscribed share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), fully paid up, and registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 109283.

here represented by Alexandra Fantuz, by virtue of a proxy given under private seal given on 25 July 2014,

which proxy, after been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which it declared to establish.

ARTICLES OF INCORPORATION**Chapter I. - Name, Registered office, Object, Compartments, Duration****1. Form, Corporate Name.**

1.1 There is hereby formed a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The Company shall be subject to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

1.2 The Company exists under the name of "1590 Alternative Investments S.A."

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder" or the "Shareholder") or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") or the sole director of the Company (the "Sole Director") is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors or by the Sole Director.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity or synthetically, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company. For the avoidance of doubt, the Company is not subject to any risk-diversification requirements.

3.3 The Company may not perform any activities which do not form part of its securitisation activity and it must in particular not carry out transactions or schemes in which neither (i) an asset or pool of assets is transferred to the Company as issuer nor (ii) the credit risk of an asset or pool of assets, or part thereof, is transferred to the investors in any bonds, notes or any other form of debt securities issued by the Company. The Company may in particular not originate new loans (as opposed to purchasing them from another lender) and shall therefore neither originate new loans on its own account, nor onlend proceeds from the issuance of any bonds, notes or any other form of debt securities.

3.4 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

- (a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;
- (b) subscribe or acquire any other participations in companies, partnerships or other undertakings, which do not qualify as securities or financial instruments, provided that the Company will not actively intervene with the management of such undertakings in which it holds a holding, directly or indirectly;
- (c) acquire loan receivables which may or may not be embedded in securities;
- (d) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;
- (e) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;
- (f) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;
- (g) issue bonds, notes or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and
- (h) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities and insofar it seems to be useful and necessary within the context of the transaction.

3.5 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Compartments.

4.1 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Directors or the Sole Director is entitled to create one or more compartments corresponding each to a separate part of the Company's estate.

4.2 Subject to article 4.4 below, all assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment.

4.3 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board of Directors or the Sole Director may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the Company.

4.4 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Board of Directors or the Sole Director between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

4.5 The Board of Directors or the Sole Director or its delegates, shall establish and maintain separate accounting records for each compartment of the Company.

4.6 The liquidation of a compartment is decided by the Board of Directors or by the Sole Director.

5. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II - Capital

6. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (31,000,-EUR), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euro (€ 100) each.

7. Form of the shares. The shares are in registered form and subject to the relevant legal conditions.

The ownership of the shares is evidenced by the entry in the share register, held at the registered office of the Company.

8. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors or the Sole Director shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid up.

9. Modification of capital.

9.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolution of the Sole Shareholder or of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

9.3 Shares in the Company may be transferred in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the 1915 Law and the Securitisation Law and any agreement in force and effect at any particular time and

this transfer is subject to any transfer restrictions or pre-emption rights as well as any obligations on any new shareholder, including the obligation to enter into a deed of adherence, as may be set out in such agreement.

Chapter III - Bonds, Notes and other debt instruments

10. Registered or bearer form. The Company may issue bonds, notes or other debt instruments under registered or bearer form. Bonds, notes, certificates or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV - Directors, Board of directors, Approved statutory auditor(s)

11. Board of directors or sole director.

11.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (the "Directors" and each a "Director"), who need not be shareholders.

11.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director, named the Sole Director, until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

11.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders deciding on the term of appointment for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement, resignation or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election. In the event of vacancy of the Sole Director because of death, retirement, resignation or otherwise, an extraordinary general meeting of the Shareholders or the Sole Shareholder shall elect a Director to fill such vacancy. In case of resignation, the resigning Director will remain in function until his/her successor has been appointed.

12. Meetings of the board of directors.

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

12.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies and if the Directors have been validly convened or have duly waived the convening formalities.

12.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

12.6 The use of video-conferencing equipment or the use of telecommunication means shall be allowed, provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating Directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

12.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing within 10 (ten) business days following such meeting.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13. General powers of the board of directors or the sole director.

13.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors or the Sole Director.

13.2 The Board of Directors or the Sole Director is authorised to sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of the assets of the Company in such manner and for such compensation as the Board of Directors or the Sole Director deems appropriate.

14. Delegation of powers.

14.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, Directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors or the Sole Director shall determine.

14.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

15. Representation of the company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of Directors, by the joint signatures of any two Directors or by the sole signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two Directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

16. Approved statutory auditor(s).

16.1 The accounts of the Company are audited by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) appointed by the Board of Directors or the Sole Director.

16.2 The approved statutory auditor(s) is/are appointed for a determined period amongst the auditors registered with the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

16.3 The approved statutory auditor(s) is/are re-eligible.

Chapter V - General meeting of shareholders

17. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

17.1 The Company may have a Sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the Sole Shareholder does not result in the dissolution of the company.

17.2 If there is only one shareholder, that Sole Shareholder shall assume all powers conferred to the general meeting of shareholders and shall take the decision in writing.

17.3 In the event of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. Its resolutions are binding for all shareholders of the Company, irrespective of classes of shares they hold.

17.4 Any general meeting shall be convened in accordance with the 1915 Law by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In the event that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

17.5 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

17.6 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, only the forms received by the company three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to, shall be taken into account.

17.7 The shareholders are entitled to participate in the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means of communication must comply with technical features guaranteeing effective participation in the meeting whereof the deliberations and resolutions are transmitted on a continuous basis.

17.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented.

17.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by two-thirds of the votes cast of the shareholders present or represented.

17.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

18. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg, on the last Friday of June of each calendar year at 10.00 a.m., and for the first time in 2015. If such day is a public holiday, the annual general meeting of shareholders will be held on the next following business day.

19. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the written request of the shareholders which together represent one tenth of the capital of the Company with an indication of the agenda.

20. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI - Business year, Distribution of profits

21. Business year.

21.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2014.

21.2 The Board of Directors or the Sole Director shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

22. Distribution of profits.

22.1 Each year at least five per cent (5%) of the net profits (which shall mean the profits after payment and deduction of all amounts due in the relevant period including those due to any bond- or noteholder of the Company) has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

22.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

Chapter VII - Dissolution, Liquidation

23. Dissolution, Liquidation.

23.1 The Company may be dissolved by a decision of the Sole Shareholder or the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

23.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

23.3 If no liquidators are appointed by the Sole Shareholder or general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidator(s) vis-à-vis third parties.

Chapter VIII - Applicable law

24. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for three hundred and ten (310) shares as follows:

Citadel Mainstay Investments S.à r.l.	310 shares
Total: three hundred and ten shares	310 shares

All these shares have been partly paid up, each as to circa thirty-two point two six percent (32,26%), so that the sum of ten thousand Euro (10,000.-EUR) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand one hundred Euro (€ 1,100.-).

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, Citadel Mainstay Investments S.à r.l., considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the shareholders passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as Directors, each with a mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2015:
 - (a) Rolf Caspers, company director, born on 12 March 1968 in Trier, Germany, with professional address at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - (b) Alexandra Fantuz, company director, born on 25 September 1974 in Hayange, France, with professional address at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - (c) John Wiseman, company director, born on 22 August 1971 in Jersey, with professional address at 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreißigsten Tag des Monats Juli,

Vor Uns Maître Edouard DELOSCH, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

Citadel Mainstay Investments S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem gezeichneten Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (€ 12.500), vollständig einbezahlt, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 109283,

hier vertreten durch Alexandra Fantuz, aufgrund einer ihr, am 25. Juli 2014 erteilten privatschriftlichen Vollmacht, die, durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar mit "ne varietur" paraphiert, dieser Urkunde beigefügt bleibt und zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht wird.

Die Erschienenen, handelnd in der oben genannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) aufzusetzen, die sie nach eigener Aussage zu errichten wünscht.

GESELLSCHAFTSSATZUNG

Kapitel I. - Firma, Sitz, Gesellschaftszweck, Teilvermögen, Dauer des Bestehens

1. Rechtsform, Name der Gesellschaft.

1.1 Die Gesellschaft ist eine Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) (die "Gesellschaft"), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gemäß dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz von 1915") und der vorliegenden Satzung. Die Gesellschaft unterliegt dem Luxemburger Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung in seiner aktuellen Fassung (das "Verbriefungsgesetz").

1.2 Die Gesellschaft handelt unter dem Firmennamen "1590 Alternative Investments S.A.".

2. Sitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Sitz kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs der Gesellschaft (der "Alleinaktionär" oder der "Aktionär"), beziehungsweise im Falle des Vorhandenseins mehrerer Aktionäre durch einen den Anforderungen an Satzungsänderungen genügenden Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung in eine andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.3 Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") oder der alleinige Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Alleinige Verwaltungsrat") ist ermächtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen, in der sich der Sitz der Gesellschaft befindet.

2.4 Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Gesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Eine solche Entscheidung lässt die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Sitzverlegung ins Ausland trifft der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, im Rahmen einer oder mehrerer unter das Verbriefungsgesetz fallende und durch dieses Gesetz geregelte Verbriefungsgeschäfte als Erwerbengesellschaft und/oder Emittentin zu fungieren.

3.2 Die Gesellschaft kann Rechtsgeschäfte vornehmen, durch die sie unmittelbar oder mittelbar oder über eine andere Gesellschaft oder synthetisch Risiken erwirbt oder übernimmt, die mit Forderungen, anderen Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten Dritter verbunden sind oder die den Geschäftstätigkeiten Dritter ganz oder teilweise innewohnen. Der Erwerb oder die Übernahme derartiger Risiken durch die Gesellschaft wird dadurch finanziert, dass die Gesellschaft selbst oder eine andere Verbriefungsgesellschaft Wertpapiere ausgeben, deren Wert oder Rendite von den seitens der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt. Klarstellend wird darauf hingewiesen, dass die Gesellschaft keinen Risikodiversifizierungsanforderungen unterliegt.

3.3 Die Gesellschaft darf keine Tätigkeiten ausüben, die nicht Bestandteil der Verbriefungsaktivitäten sind, und darf insbesondere keine Transaktionen oder Strukturen durchführen, bei denen weder (i) ein Vermögensgegenstand oder ein Pool von Vermögensgegenständen auf die Gesellschaft als Emittentin übertragen wird, noch (ii) das Kreditrisiko eines Vermögensgegenstandes oder eines Pools von Vermögensgegenständen ganz oder teilweise auf die Investoren in die von der Gesellschaft emittierten Anleihen, Schuldverschreibungen oder anderen Schuldtitel übertragen wird. Die Gesellschaft darf insbesondere keine Darlehen selbst ausreichen (in Abgrenzung vom Ankauf von einem anderen Darlehensgeber) und wird daher weder selbst neue Darlehen für eigene Rechnung ausreichen, noch die Erlöse aus der Emission der Anleihen, Schuldverschreibungen oder anderen Schuldtitel darlehensweise weiterreichen.

3.4 Im Rahmen der vorstehenden allgemein gültigen Regelung darf die Gesellschaft insbesondere:

(a) von internationalen Institutionen und Organisationen, souveränen Staaten, Kapital- oder Personengesellschaften begebene Wertpapiere und Finanzinstrumente (im weitesten Sinne) zeichnen oder in sonstiger geeigneter Weise erwerben;

(b) andere Unternehmensbeteiligungen an Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder anderen Unternehmen erwerben, die nicht als Wertpapiere oder Finanzinstrumente qualifizieren, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft nicht aktiv in das Management solcher Unternehmen eingreift, in welchen sie, direkt oder indirekt, Unternehmensbeteiligungen hält;

(c) Darlehensforderungen erwerben, die verbrieft oder unverbrieft sein können;

(d) zur Förderung ihres Gesellschaftszwecks ihre Vermögenswerte, Wertpapiere oder sonstigen Finanzinstrumente verwalten, einsetzen oder anderweitig verwenden, und im Rahmen von Artikel 61 Abs. 3 des Verbriefungsgesetzes an den von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerten und Rechten Garantien oder Sicherheiten in Form von Pfandrechten, Grundpfandrechten, Gebühren oder jeder andere Form von Sicherheit bestellen;

(e) in Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte Wertpapierleihen und Wertpapierpensionsgeschäfte abschließen;

(f) Derivatgeschäfte (insbesondere Swaps, Futures, Forwards und Optionsgeschäfte) und vergleichbare Transaktionen abschließen und durchführen;

(g) Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel (auch in Form von Beteiligungsrechten) oder Aktienwerte ausgeben, deren Wert oder Rendite von den von der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt und

(h) als Kreditnehmer Darlehensvereinbarungen - soweit im Rahmen des Verbriefungsgesetzes zulässig - eingehen, insbesondere zum Zwecke der Finanzierung des Erwerbs oder der Übernahme von Risiken (vor Ausgabe der Wertpapiere oder allgemeiner, sofern die Gesellschaft als Erwerber tätig wird), oder um Zahlungs- oder andere Verpflichtungen zu erfüllen, die ihr aufgrund der von ihr ausgegebenen Wertpapiere oder aufgrund von anderen Verträgen obliegen, die sie im Zusammenhang mit ihren Tätigkeiten abgeschlossen hat, und die ihr insoweit im Rahmen der jeweiligen Transaktion als sinnvoll und erforderlich erscheinen.

3.5 Die Gesellschaft kann Maßnahmen zum Schutz ihrer Rechte treffen und Transaktionen jeglicher Art vornehmen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen, oder dem Gesellschaftszweck nützen und geeignet sind, seine Erreichung oder Förderung voranzubringen.

4. Teilvermögen.

4.1 Gemäß dem Verbriefungsgesetz ist der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen zu bilden, die jeweils einem gesonderten Teil des Gesamtvermögens der Gesellschaft entsprechen.

4.2 Unter Vorbehalt des Artikels 4.4, stehen sämtliche Vermögenswerte, die einem Teilvermögen zugeordnet sind, ausschließlich den diesbezüglichen Aktionären und denjenigen Gläubigern zur Verfügung, deren Ansprüche im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Auflösung dieses Teilvermögens entstanden sind.

4.3 Unbeschadet dessen gilt, dass, falls nach vollständiger Tilgung oder Rückzahlung der Kreditverbindlichkeiten der Gesellschaft, die einem Teilvermögen zuzuordnen sind und nach vollständiger Erfüllung und vollständigem Erlöschen aller Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber sonstigen Gläubigern, deren Ansprüche in Zusammenhang mit solchen Kreditverbindlichkeiten oder Gründung, Verwaltung oder Auflösung des betreffenden Teilvermögens entstanden sind, noch Vermögenswerte des betreffenden Teilvermögens übrig bleiben, der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat diese überschüssigen Vermögenswerte auf die anderen Teilvermögen oder die allgemeine Vermögensmasse der Gesellschaft umverteilen darf.

4.4 Ansprüche die nicht im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Auflösung eines bestimmten Teilvermögens entstanden sind, können aus der allgemeinen Vermögensmasse der Gesellschaft gezahlt werden oder von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat auf die Aktiva der einzelnen Teilvermögen auf pro rata Basis oder auf jede andere Weise aufgeteilt werden, die als geeignet erscheint.

4.5 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat beziehungsweise seine Bevollmächtigten sollen einzelne Kontenführungsberichte für jedes Teilvermögen der Gesellschaft erstellen und führen.

4.6 Die Auflösung von Teilvermögen kann von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat beschlossen werden.

5. Dauer des Bestehens. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Kapital

6. Kapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigttausend Euro (€ 31.000), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Anteile als Namensaktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (€ 100).

Form der Anteile

Die Anteile lauten auf den Namen und unterliegen den jeweiligen rechtlichen Bestimmungen.

Das Eigentum an den Anteilen wird durch die Eintragung in das Aktienregister nachgewiesen, das am Sitz der Gesellschaft geführt wird.

7. Zahlungen auf Anteile. Zahlungen auf Anteile, die zum Zeitpunkt der Zeichnung noch nicht voll eingezahlt waren, können zu dem Zeitpunkt und zu den Bedingungen erfolgen, wie von dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat jeweils festgelegt. Eingeforderte Einzahlungen auf Anteile werden von allen in Umlauf befindlichen und nicht voll eingezahlten Anteilen zu gleichen Teilen eingefordert.

8. Kapitalerhöhungen oder -Herabsetzungen.

8.1 Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs oder der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden, wobei bezüglich der Beschlussfassung die rechtlichen Anforderungen, die für die Satzungsänderung gelten, entsprechend einzuhalten sind.

8.2 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile im Rahmen der rechtlich vorgesehenen Grenzen zurückkaufen.

8.3 Anteile an der Gesellschaft können im Einklang mit den Bestimmungen des Rechts des Großherzogtums Luxemburg, und insbesondere dem Gesetz von 1915 und dem Verbriefungsgesetzes und jedem zum jeweiligen Zeitpunkt gültigen und wirksamen Vertrag übertragen werden und diese Übertragung erfolgt vorbehaltlich etwaiger Übertragungsbeschränkungen oder Vorkaufsrechte, sowie den Verpflichtungen von neuen Aktionären, einschließlich der Verpflichtung einen Einhaltungsvertrag abzuschließen, wie sie in dem jeweiligen Vertrag festgelegt sind.

Kapitel III. - Anleihen, Schuldverschreibungen und andere schuldtitle

9. Namens- oder Inhaberpapiere. Die Gesellschaft kann Anleihen, Schuldverschreibungen oder andere Schuldtitel als Namens- oder Inhaberpapiere begeben. Anleihen, Schuldverschreibungen, Zertifikate oder andere Schuldtitel, die als Namenspapiere begeben wurden, können nicht in Inhaberpapiere umgetauscht oder umgewandelt werden.

Kapitel IV. - Verwaltungsratsmitglieder, Verwaltungsrat, Zugelassener Wirtschaftsprüfer

10. Verwaltungsrat oder Alleiniger Verwaltungsrat.

10.1 Im Falle des Vorhandenseins einer Mehrzahl von Aktionären, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht (die "Verwaltungsratsmitglieder" und jeder ein "Verwaltungsratsmitglied"), bei denen es sich nicht um Aktionäre handeln muss.

10.2 Wird die Gesellschaft durch einen Alleinaktionär gegründet oder wird während einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass nur ein Aktionär besteht, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, bestehend entweder aus einem einzigen Verwaltungsratsmitglied, genannt der Alleinige Verwaltungsrat, bis zum Zeitpunkt der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre, die das Bestehen von mehr als einem Aktionär feststellt oder bestehend aus mindestens drei Verwaltungsratsmitgliedern. Eine juristische Person kann Mitglied des Verwaltungsrats sein. In einem solchen Falle muss die juristische Person einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der juristischen Person erfüllt. Die jeweilige juristische Person kann ihren ständigen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt.

10.3 Die Verwaltungsratsmitglieder oder der Alleinige Verwaltungsrat werden von der Hauptversammlung der Aktionäre unter Festlegung des Zeitraums, für den sie ernannt werden, gewählt, wobei dieser Zeitraum sechs Jahre nicht überschreiten darf. Die Verwaltungsratsmitglieder und der Alleinige Verwaltungsrat können jeweils wiedergewählt werden. Sie können jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung ihres Amtes enthoben werden. Sie bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied ohne Angabe der Amtsdauer ernannt wird, gilt es als für einen Zeitraum von sechs Jahren ab Ernennung ernannt.

10.4 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes, Ausscheidens, Rücktritts eines Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit einer

Mehrheit der Stimmen ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Bestätigung dieser Wahl aufgefordert werden wird. Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes, Ausscheidens, Rücktritts des Alleinigen Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, soll eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre oder der Alleinaktionär ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Sitz ausfüllt. Im Fall des Rücktritts eines Verwaltungsratsmitglieds, bleibt das zurücktretende Verwaltungsratsmitglied solange im Amt, bis sein/ihr Nachfolger ernannt worden ist.

11. Sitzungen des Verwaltungsrats.

11.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende"). Der erste Vorsitzende kann von der ersten Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden. Wenn der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, das zu diesem Zwecke aus der Mitte der bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gewählt wird.

11.2 Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen. Falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung der Sitzung verbundenen Anforderungen und Formalitäten verzichten.

11.3 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsbevollmächtigte ordnungsgemäß vertreten ist und wenn er seine Mitglieder rechtswirksam einberuft oder diese ordnungsgemäß auf die Formalität der Einberufung verzichten.

11.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf.

11.5 Sämtliche Beschlüsse des Verwaltungsrates bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

11.6 Die Teilnahme per Videokonferenz oder Benutzung von Telekommunikationsmedien ist erlaubt, vorausgesetzt, dass jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied die Versammlung akustisch mitverfolgen und von allen anderen diese Technologie verwendenden Verwaltungsratsmitgliedern gehört werden kann; sie gelten als anwesend und sind berechtigt per Videokonferenz oder Telefon abzustimmen.

11.7 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrates kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen (résolutions circulaire). Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax oder E-Mail übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse. Das Datum der Beschlussfassung ist das Datum der zuletzt geleisteten Unterschrift.

11.8 Stimmabgaben können weiterhin auf anderem Wege erfolgen, wie beispielsweise per Fax, E-Mail oder Telefon, wobei im letzteren Falle die Stimmabgabe einer schriftlichen Bestätigung innerhalb der nächsten 10 (zehn) Werktage nach einer Sitzung bedarf.

11.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats wird von allen bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern beglaubigt.

12. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats oder des Alleinigen Verwaltungsrats.

12.1 Dem Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat stehen die weitestgehenden Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nicht von Rechts wegen oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats oder der Alleinigen Verwaltungsrats.

12.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat ist berechtigt, Vermögenswerte der Gesellschaft in einer Weise und für eine solche Ausgleichszahlung zu verkaufen, übertragen, abzutreten, belasten oder anderweitig darüber zu verfügen, wie sie der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat für angemessen erachtet.

13. Übertragung von Befugnissen.

13.1 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder andere Handlungsbevollmächtigte übertragen, bei denen es sich nicht um Aktionäre der Gesellschaft handeln muss; die näheren Bedingungen und die übertragenen Befugnisse legt der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat fest.

13.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat kann sämtliche Befugnisse oder speziellen Aufgaben auch an Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft sein müssen, Handlungsbevollmächtigte und Angestellte anstellen und entlassen und deren Bezüge festlegen.

14. Vertretung der Gesellschaft. Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt, für den Fall des Alleinigen Verwaltungsrats, durch die Unterschrift des Alleinigen Verwaltungsrats und im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die alleinige

Unterschrift der Person, die eine solche Unterschriftsbefugnis von zwei Verwaltungsratsmitgliedern übertragen wurde, jedoch nur, soweit diese Befugnis reicht.

15. Zugelassener Wirtschaftsprüfer.

15.1 Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden von einem oder mehreren zugelassenen Wirtschaftsprüfern (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) geprüft, welche(r) vom Verwaltungsrat oder dem Alleinigen Verwaltungsrat gewählt wird.

15.2 Der oder die zugelassene(n) Wirtschaftsprüfer werden/wird aus dem Kreis der bei der Commission de Surveillance du Secteur Financier registrierten Wirtschaftsprüfer gewählt und für eine bestimmte Zeit bestellt.

15.3 Der oder die zugelassene(n) Wirtschaftsprüfer kann/können wiedergewählt werden.

Kapitel V. - Hauptversammlung

16. Befugnisse des Alleinaktionärs/ Der Hauptversammlung.

16.1 Die Gesellschaft kann einen Alleinaktionär zum Zeitpunkt ihrer Gründung haben, oder wenn alle Anteile der Gesellschaft von einer einzelnen Person gehalten werden. Tod oder Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

16.2 Hat die Gesellschaft einen Alleinaktionär, soll dieser sämtliche Befugnisse erhalten, die der Hauptversammlung zustehen; Beschlussfassungen sollen schriftlich durch den Alleinaktionär erfolgen.

16.3 Soweit die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Hauptversammlung die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Angelegenheiten der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, ohne Rücksicht darauf, welche Klassen von Anteilen sie halten.

16.4 Die Einberufung der Hauptversammlung soll mindestens fünfzehn Tage vor der Versammlung durch den Verwaltungsrat und im Einklang mit dem Gesetz von 1915 an jeden Inhaber von Namensaktien durch schriftliche Einberufungsmittel per Einschreiben erfolgen. Sofern sämtliche Aktionäre während der Hauptversammlung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und sie alle erklären, dass sie von der Tagesordnung ordnungsgemäß unterrichtet wurden, können diese auf die Einhaltung sämtlicher Anforderungen bezüglich Einberufung der Versammlung und Veröffentlichung der Tagesordnung verzichten.

16.5 Ein Aktionär kann sich bei einer Aktionärsversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder durch andere entsprechende elektronische Mittel) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss, und ist dementsprechend berechtigt, sich bei der Abstimmung durch einen Stimmrechtsbevollmächtigten vertreten zu lassen.

16.6 Die Aktionäre sind berechtigt, mittels eines Abstimmungsformulars, das eine Zustimmung, Ablehnung oder Stimmenthaltung vorsieht, im Umlaufverfahren abzustimmen. Nur die Formulare, die spätestens drei (3) Tage vor der Hauptversammlung bei dem Sitz der Gesellschaft oder der Adresse, auf die in dem Einberufungsschreiben verwiesen wird, eingegangen sind, werden bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit der Gesellschaft berücksichtigt.

16.7 Die Aktionäre sind berechtigt, per Videokonferenz oder Telekommunikationsmedien, anhand derer man sie identifizieren kann, an der Versammlung teilzunehmen; sie gelten für die Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Ermittlung der Mehrheit als anwesend. Insoweit verwendete Kommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

16.8 Soweit nicht durch Gesetz oder durch die Satzung abweichend geregelt, werden Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen jährlichen oder ordentlichen Hauptversammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, ungeachtet des durch diese Stimmen jeweils vertretenen Kapitals.

16.9 Eine zur Änderung der Satzungsbestimmungen einberufene außerordentliche Hauptversammlung kann nur wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die geplante Satzungsänderung sich der Tagesordnung entnehmen lässt. Wenn die erste der vorgenannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung in der gemäß der Satzung oder entsprechend den gesetzlichen Regelungen vorgeschriebenen Weise einberufen werden. In der Einberufungsmittelteilung ist die Tagesordnung erneut mitzuteilen und das Datum und die Ergebnisse der vorangegangenen Versammlung anzugeben. Die zweite Versammlung kann ungeachtet des Anteils des bei der Versammlung vertretenen Kapitals wirksam beraten. Bei beiden Hauptversammlungen bedarf eine gültige Beschlussfassung einer Zweidrittelmehrheit aller abgegebenen Stimmen.

16.10 Eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder eine Erhöhung oder Verringerung der Verbindlichkeiten der Aktionäre kann dagegen nur einvernehmlich durch alle Aktionäre, unter Einhaltung aller weiteren rechtlichen Erfordernisse beschlossen werden.

17. Zeit und Ort der Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung wird jeweils am letzten Freitag im Juni eines jeden Kalenderjahres um 10:00 Uhr, erstmalig im Jahr 2015, an einem Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, der in der Einberufungsmittelteilung näher angegeben wird. Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, so wird die Jahreshauptversammlung an dem nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

18. Weitere Hauptversammlungen. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann weitere Hauptversammlungen einberufen. Eine Hauptversammlung ist auf schriftliches Verlangen von Aktionären einzuberufen, die gemeinsam ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft vertreten unter Angabe der Tagesordnung.

19. Stimmen. Jeder Anteil gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung, selbst bei der Jahreshauptversammlung, handeln, indem er schriftlich eine andere Person bevollmächtigt.

Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

20. Geschäftsjahr.

20.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2014 endet.

20.2 Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat soll die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung erstellen. Er soll diese Unterlagen zusammen mit einem Geschäftsbericht der Gesellschaft mindestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung den externen Wirtschaftsprüfern vorlegen, die einen Bericht mit einer Bewertung der vorgelegten Unterlagen erstellen.

21. Gewinnausschüttung.

21.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent (5%) des Nettogewinns (bezogen auf den Gewinn nach Begleichung und Abzug aller in dem relevanten Zeitraum fälligen Beträge inklusive derer bei den Anleiheoder Schuldscheingläubigern der Firma) den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisen. Eine solche Zuweisung zu den Rücklagen ist nicht mehr verpflichtend, sofern und solange die gesetzlichen Rücklagen mindestens ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft ausmachen.

21.2 Nachdem die Zuweisung zu den gesetzlichen Rücklagen erfolgt ist, entscheidet die Hauptversammlung über Verwendung und Ausschüttung der Nettogewinne.

Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation

22. Auflösung, Liquidation.

22.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Alleinaktionärs oder durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, für den dieselben Anforderungen an Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse gelten wie für die Änderung der Satzung.

22.2 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

22.3 Wenn keine Liquidatoren von dem Alleinaktionär oder der Hauptversammlung bestellt werden, gelten die Verwaltungsratsmitglieder gegenüber Dritten als Liquidator(en).

Kapitel VIII. - Geltendes Recht

23. Geltendes Recht. Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei 310 (dreihundertzehn) Anteile wie nachstehend angegeben gezeichnet:

Citadel Mainstay Investments S.à r.l.	310 Anteile
Insgesamt: dreihundertzehn Anteile	310 Anteile

Diese Anteile sind teilweise eingezahlt, jeder zu ungefähr zweiunddreißig Komma zwei sechs Prozent (32,26%), so dass der Betrag von zehntausend Euro (10.000,- EUR) der Gesellschaft sofort zur freien Verfügung steht, wie gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind beziehungsweise ihr in Rechnung gestellt werden, wurden auf ca. eintausend einhundert Euro (€ 1.100,-) geschätzt.

Erste Beschlüsse des Alleinaktionärs

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei Citadel Mainstay Investments S.à r.l., die die Versammlung als ordnungsgemäß einberufen erachtet, in Vertretung des gesamten gezeichneten Kapitals und in Ausübung der Befugnisse der Hauptversammlung die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Als Anschrift der Gesellschaft wird 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg vorgesehen.

2. Die folgenden Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder gewählt, wobei ihr Amt jeweils anlässlich der im Jahre 2015 abzuhaltenden Jahreshauptversammlung endet:

(a) Rolf Caspers, Geschäftsführer, geboren am 12. März 1968 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg;

(b) Alexandra Fantuz, Geschäftsführer, geboren am 25. September 1974 in Hayange, Frankreich, geschäftsansässig in 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg; und]

(c) John Wiseman, Geschäftsführer, geboren am 22. August 1971 in Jersey, geschäftsansässig in 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, aktiert hiermit, dass auf Anfrage der oben genannten erschienenen Person, die vorliegende Ausfertigung in Englisch verfasst ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text maßgebend sein.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg an dem zu Beginn genannten Tage in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person vorgelesen wurde, unterzeichnete die erschienene Person gemeinsam mit dem amtierenden Notar diese Originalurkunde.

Gezeichnet: A. FANTUZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 01 août 2014. Relation: DIE/2014/9848. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 05 August 2014.

Référence de publication: 2014126086/631.

(140142517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

VFM Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 189.245.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le six août.

Pardevant Maître Blanche MOU TRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Field Investment S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est sis, 9, rue Basse à L-4963 Clémency, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B168.082,

ici représentée aux fins des présentes par Madame Michèle SENSI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant dûment représenté a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer.

Art. 1^{er}. La société est constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée et prend la dénomination de "VFM SERVICES S.à r.l.".

La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Clémency; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet le conseil économique, le conseil en ingénierie patrimoniale, l'analyse et l'optimisation économique ainsi que tous travaux administratifs.

La société peut prêter tous services d'agent ou mandataire commercial et industriel, soit qu'elle se porte elle-même contrepartie, soit qu'elle n'agisse que comme délégué ou intermédiaire.

La société peut, pour l'exécution de son objet, exécuter tous travaux d'analyse, d'évaluation, toutes expertises économiques, tous mandats d'organisation technique, administrative et économique, ainsi que toutes activités se rattachant directement à la profession de conseil économique, de conseil en organisation ou de fiduciaire comptable et fiscale.

La société peut aussi prêter tous services de bureau généralement quelconques pour le compte de tiers, personnes physique ou morales ainsi que la sous-location et la mise à disposition à ces tiers de locaux et d'installations de bureau, à l'exception toutefois de la consultations et des travaux d'expert-comptable.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets à ordre et autres valeur de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tout concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes les opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

Elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

La société peut exercer son activité tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (€ 12.400.-), divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (€ 124.-) chacune.

Art. 5. Les parts sociales ne sont cessibles entre associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Il en est de même pour toute cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois-quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 6. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 8. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par la seule signature du gérant, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de n'importe quel membre du conseil de gérance.

Art. 10. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 12. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 13. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 14. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 16. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 17. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

La société anonyme «Field Investment S.A.», préqualifiée, cent parts sociales,	100
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (€ 12.400.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille deux cents euros (€ 1.200.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, le comparant dûment représenté, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1) Monsieur Grégory ANTOLINOS, né à Rilleux-la-Pape (France) le 4 septembre 1970, demeurant Chemin des Clycines 6, CH-1273 Arzier (Suisse), est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.

2) Monsieur Sébastien CASTAGNA, né à L'Hay-les-Roses (France) le 19 mai 1973, demeurant 9bis, rue Basse, L-4963 Clémency, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.

3) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant.

4) Le siège social est fixé à L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SENSI, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06/08/2014 Relation: EAC/2014/10832. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 07 août 2014.

Référence de publication: 2014126060/148.

(140142904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Wingfield International Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.419.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 2 juin 2014, que:

- L'Assemblée Générale accepte la démission, avec effet à ce jour, de Monsieur Gabriel EL RHILANI de sa fonction d'administrateur de catégorie B.

- L'Assemblée Générale accepte la démission, à compter de ce jour, de la société «D.E. RÉVISION» de sa fonction de commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014123310/16.

(140140934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Valor-Immo S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 140.612.

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 1^{er} août 2014 que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

- Renouvellement du mandat de Monsieur LA MENDOLA Vincent, né le 08 février 1967 à Mondelange, demeurant professionnellement au 4, Place de Strasbourg, L-2562 LUXEMBOURG de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

- Renouvellement du mandat de Monsieur David LA MENDOLA, né le 23 juin 1973 à Metz, demeurant au 2, Brekelter L-5495 WINTRANGE, de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

- Renouvellement du mandat de Madame Delphine LEGLISE (née BRESSAN), née le 24 janvier 1981 à Algrange, demeurant professionnellement au 4, Place de Strasbourg, L-2562 LUXEMBOURG de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

- Renouvellement du mandat de la Fiduciaire Vincent LA MENDOLA SARL, avec siège social au 4, Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg à son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Pour la société

Fiduciaire Vincent LA MENDOLA S.à.r.l.

Référence de publication: 2014123287/23.

(140140872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.
